

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2003

31 JUILLET 2003

Proposition de loi insérant un article 380^{quater} dans le Code pénal relatif à l'achat de services sexuels

(Déposée par Mmes Anne-Marie Lizin
et Nathalie de T' Serclaes)

TOELICHTING

La présente proposition de loi reprend, avec quelques modifications, le texte d'une proposition qui a déjà été déposée au Sénat le 17 juillet 2001 (doc. Sénat, n° 2-856/1 — 2000/2001).

Depuis de nombreuses années, nous pouvons constater que la politique suédoise en matière d'égalité entre hommes et femmes tant sur le plan professionnel que social, a pris de fortes proportions et aucun domaine n'est oublié.

Les Suédois soulignent volontiers que, de par le travail réalisé en matière législative, les chances des femmes d'atteindre effectivement des postes à hautes responsabilités, sont pleinement équivalentes à celles des hommes. En outre, depuis longtemps, la Suède offre les conditions légales qui permettent aux deux sexes de combiner leur emploi avec les responsabilités parentales et la tenue de la maison.

La politique suédoise souligne aussi que la violence des hommes envers les femmes est un réel obstacle pour le développement progressif de l'égalité entre femmes et hommes. Ainsi, on peut donc aisément comprendre les raisons pour lesquelles le gouvernement suédois a déclaré prioritaire dans le système de la justice criminelle, la lutte contre cette forme d'injustice.

BELGISCHE SENAAAT

BUITENGEWONE ZITTING 2003

31 JULI 2003

Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 380^{quater} in het Strafwetboek over het betalen voor seksuele dienstverlening

(Ingediend door de dames Anne-Marie Lizin
en Nathalie de T' Serclaes)

DÉVELOPPEMENTS

Dit wetsvoorstel neemt de lichtelijk gewijzigde tekst over van een voorstel dat reeds op 17 juli 2001 in de Senaat werd ingediend (stuk Senaat, nr. 2-856/1 — 2000/2001).

Sedert een aantal jaren is het Zweedse beleid inzake gelijkheid tussen mannen en vrouwen zowel op professioneel als op sociaal gebied sterk uitgebouwd. Geen enkel domein werd vergeten.

De Zweden benadrukken graag dat vrouwen, dankzij de verwezenlijkingen op het vlak van wetgeving, nu dezelfde kansen hebben als mannen om op te klimmen tot een positie met grote verantwoordelijkheid. Zweden biedt beide geslachten ook al lang de wettelijke mogelijkheid om hun baan te combineren met hun verantwoordelijkheid als ouder en met het huishouden.

Het Zweedse beleid benadrukt eveneens dat geweld van mannen tegen vrouwen een echte hinderpaal vormt voor de geleidelijke ontwikkeling van gelijkheid tussen mannen en vrouwen. Het is dan ook logisch dat de Zweedse regering de strijd tegen deze vorm van onrechtvaardigheid voorrang geeft in het systeem van het strafrecht.

Une première réalisation concrète fut l'intégration dans le Code pénal suédois d'une nouvelle infraction: la « violation flagrante de l'intégrité de la femme ». Il s'agit en fait de pouvoir punir tout homme qui commet un acte criminel envers une femme avec qui il est marié ou a été marié, ou avec laquelle il habite ou a habité. Dorénavant, l'auteur sera puni pour infraction de violence contre l'intégrité de la femme, ce qui apportera quelques changements dans le traitement de la plainte. Au lieu de traiter les différentes plaintes une à une et de courir le risque que celles-ci soient classées ou encore poursuivies pour une faible peine, la nouvelle approche insiste plus sur le caractère grave et répété de ce genre d'actes.

En conséquence, chaque infraction ne sera plus prise en considération individuellement mais bien comme un ensemble de faits, repris sous la nomenclature « violence flagrante de l'intégrité de la femme » dont la peine sera comprise entre 6 mois et 6 ans d'emprisonnement. Ce qui augmente sensiblement la peine précédemment encourue.

En ce qui concerne la prostitution, la nouvelle loi suédoise, appelée aussi « la paix des dames », qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1999, apporte une nouvelle approche de la problématique.

En effet, un des grands changements réalisés par cette loi est la pénalisation du client. Mais il est évident, que pour aboutir à cette nouvelle forme de pensée, il y a eu beaucoup d'autres propositions qui ont été déposées. Certaines pénalisaient « l'acheteur » et le « vendeur », ou encore pénalisaient tous les autres intervenants (par exemple, le propriétaire du bâtiment ou tout intermédiaire).

En 1995, en Suède, il y a eu un bouleversement dans la politique suivie, puisque l'on est arrivé à reconnaître la personne prostituée comme une victime, et donc que la pénaliser n'était qu'un obstacle de plus à sa réinsertion. Par contre, plus que jamais, l'acheteur était considéré comme punissable. Enfin, il faut savoir également que la peine imposée est une amende qui varie en fonction du salaire de l'auteur.

Lors des différentes rencontres avec les autorités locales ou associations nous avons pu nous rendre compte que chacune a insisté fortement sur l'influence dissuasive de cette nouvelle loi. Certes, elle ne règle pas tout, mais nous ne devons pas la négliger car sous certains aspects, elle pourrait nous montrer de nouvelles pistes.

En effet, cela pourrait être le premier pas d'une volonté de changement qui devra s'inscrire dans une réforme globale et intégrée.

Il est encore intéressant de savoir que la loi suédoise a été votée à une forte majorité.

En outre, à l'unanimité, les représentants des différents partis (y compris les conservateurs) s'ac-

Een eerste belangrijke verwezenlijking was het opnemen van een nieuw misdrijf in de Zweedse strafwet: de « flagrante aantasting van de integriteit van de vrouw ». Dit maakt het mogelijk iedere man te straffen die een misdrijf pleegt tegen een vrouw met wie hij gehuwd is of was of met wie hij samenleeft of samenleefd heeft. Voortaan kan de dader gestraft worden voor aantasting van de integriteit van de vrouw, wat een aantal veranderingen meebrengt in de behandeling van de klacht. In plaats van verschillende klachten apart te behandelen, waarbij het risico bestaat dat zij geseponeerd worden of slechts licht bestraft worden, is er in de nieuwe aanpak veel meer aandacht voor de ernst en de herhaling van dit soort daden.

Elke overtreding zal dus niet langer als een individueel feit worden beschouwd, maar als een geheel van daden onder de noemer « flagrant geweld tegen de integriteit van de vrouw », dat zal worden bestraft met gevangenisstraf van zes maanden tot zes jaar, wat een aanzienlijke verhoging van de straf inhoudt.

Op 1 januari 1999 is een nieuwe Zweedse wet, ook wel « de vrouwenvrede » genoemd, in werking getreden. In deze wet wordt prostitutie op een totaal nieuwe manier aangepakt.

Een van de grote veranderingen in deze wet is de bestraffing van de cliënt. Het spreekt vanzelf dat, om uiteindelijk tot deze nieuwe manier van denken te komen, er veel andere voorstellen werden ingediend. Sommige bestraffen de « koper » en de « verkoper », of alle andere betrokkenen (bijvoorbeeld de eigenaar van het gebouw of de tussenpersoon).

In 1995 heeft het beleid in Zweden een totale ommekeer meegemaakt. Men heeft begrepen dat de prostituee een slachtoffer is. Haar bestraffen zou haar reïntegratie in de weg staan. Meer dan ooit beschouwde men de « koper » als strafbaar. De boete die sedertdien wordt opgelegd is trouwens afhankelijk van het salaris van de dader.

De plaatselijke overheden en de verenigingen die wij ontmoet hebben, hebben alle het ontradende effect van deze wet benadrukt. Ook al regelt deze wet niet alles, wij kunnen er inspiratie in vinden voor nieuwe denkwijzen.

Het zou een eerste stap kunnen zijn in een verandingsproces dat past in een algemene en geïntegreerde hervorming.

De Zweedse wet is trouwens met grote meerderheid goedgekeurd.

De vertegenwoordigers van de verschillende partijen (de conservatieven inbegrepen) stellen una-

cordaient à dire qu'il était impensable de voter un quelconque statut légal pour les personnes prostituées. De fait, cela serait, d'une part, en complète opposition avec la politique égalitaire poursuivie en Suède — la femme en serait réduite à être un objet de vente — et, d'autre part, cela ferait perdre de vue que la prostitution est un problème de société qu'une loi organisant un tel statut ne pourrait résoudre: la prostitution n'est certainement pas «un métier comme un autre»!

Nous devons considérer que la loi est basée sur la volonté de dissuasion afin d'organiser moins d'accessibilité et qu'elle permet de renforcer l'idée que la prostitution n'est pas un métier comme un autre, c'est-à-dire qu'il ne s'agit pas d'un choix mais plutôt de la résultante d'une situation difficile, précaire, où le caractère forcé est omniprésent.

Elle permet ainsi la pénalisation du client et non plus celle de la personne prostituée, cette dernière étant vraiment reconnue comme une victime. En effet, il n'est pas raisonnable de pénaliser la partie faible qui subit «l'achat». Dans une société moderne comme la nôtre, il n'est pas acceptable que l'on puisse continuer à s'adonner en toute impunité au commerce sexuel organisé.

Cette loi devra être complétée par d'autres volets remédiant à la problématique de la situation sociale ou encore fiscale.

Une des conséquences est également que la loi demande plus d'attention de la part des services de police. Ce qui pourrait engendrer un certain déplacement de la zone de prostitution.

Il est clair que pour le moment la période est trop courte pour pouvoir tirer des conclusions fiables et objectives de la nouvelle législation suédoise. Cependant, il ressort que même si un certain déplacement de la prostitution a été constatée dans les rues de Stockholm, celui-ci n'est pas jugé pleinement négatif par les autorités. En effet, ces dernières estiment que la mouvance n'est pas seulement due à la nouvelle loi, mais aussi influencée par la création d'autres services parallèles (via les téléphones mobiles, internet, etc.) qui se sont développés ces derniers temps.

Il y a cependant un problème qui doit encore être analysé, celui de la charge de la preuve.

À côté de cette pénalisation, il faut remarquer également que la Suède a renforcé le contrôle aux frontières (principalement axé sur l'arrivée des bateaux). D'où l'importance d'inscrire ces changements dans une politique globale et intégrée.

Il ne s'agit pour le moment que de simples constatations faites par les personnes de terrain: il n'existe encore aucune évaluation stricte vu la courte période de fonctionnement.

Nous ne devons tout de même pas oublier qu'une loi ne peut tout régler puisque la prostitution est avant

niem dat het ondenkbaar was om een wettelijk statuut toe te kennen aan prostituees. Dit zou in complete tegenspraak zijn met het gelijkheidsbeleid dat in Zweden wordt gevoerd: de vrouw zou slechts handelswaar zijn. Bovendien zou hierdoor uit het oog worden verloren dat prostitutie een maatschappelijk probleem is, dat niet kan worden opgelost door een wet die een statuut regelt: prostitutie is allerminst «een beroep als een ander»!

De wet is gebaseerd op het ontradende effect om prostitutiebezoek minder makkelijk te maken. Bovendien sterkt de wet het idee dat prostitutie geen beroep is als een ander, dat wil zeggen dat het hier niet gaat om een vrije keuze maar om het gevolg van een pijnlijke situatie waarin het gedwongen karakter alomtegenwoordig is.

De wet maakt het mogelijk de klant te bestraffen en niet langer de prostituee, die werkelijk erkend wordt als slachtoffer. Het is immers onredelijk de zwakke partij die «de aankoop» ondergaat, te bestraffen. In een moderne samenleving als de onze is het onaanvaardbaar dat mensen zich ongestraft te buiten kunnen gaan aan georganiseerde handel in seks.

Deze wet zal moeten worden aangevuld met andere onderdelen, die een oplossing bieden voor de problematiek van de sociale of fiscale situatie.

Een gevolg van deze wet is ook dat de politiediensten meer aandacht voor het probleem zullen moeten hebben. Dit zou kunnen leiden tot een verplaatsing van de prostitutiezones.

Het is nog te vroeg om al betrouwbare en objectieve conclusies te kunnen trekken uit de nieuwe Zweedse wetgeving. Ook al wordt er in de straten van Stockholm een soort verplaatsing van de prostitutie vastgesteld, toch vinden de overheden dit niet volledig negatief. Zij menen immers dat deze beweging niet enkel het gevolg is van de nieuwe wet, maar wordt beïnvloed door de recente uitbouw van een aantal parallelle diensten (via GSM, internet, enz.).

Er blijft echter een probleem dat nog moet worden geanalyseerd, namelijk de bewijslast.

Samen met deze nieuwe wet heeft Zweden ook de grenscontrole verscherpt (voornamelijk gericht op de binnenkomende schepen). Het is dus belangrijk dat deze veranderingen deel uitmaken van een algemeen en geïntegreerd beleid.

Momenteel gaat het om eenvoudige vaststellingen door mensen in het veld, er bestaat nog geen enkele echte evaluatie omdat de wet nog maar korte tijd van kracht is.

We mogen echter niet vergeten dat een wet niet alles kan regelen: prostitutie is in de eerste plaats een

tout un problème de société. Donc, à côté de la répression, une politique globale doit s'installer.

Il faut aussi souligner que le volet réinsertion a été peu développé en Suède — c'est une faiblesse dans le système. Les interlocuteurs locaux l'ont aussi déploré. Ce qui nous amène à penser, qu'à côté du volet répression, il faudrait dès le départ accorder une place plus importante à la réinsertion.

En matière de fiscalité, il reste aussi beaucoup de questions à résoudre (au niveau de taxation, des possibilités d'apurement des dettes personnelles, ...)!

En Suède, il existe une loi qui prévoit la suppression des dettes de la personne prostituée dans certaines conditions. Un des paragraphes est expressément consacré à la situation des personnes prostituées qui veulent se réintégrer. À ce propos, nous en sommes nulle part en Belgique.

Comment une personne prostituée pourrait-elle s'en sortir sans avoir un minimum de solutions adaptées au niveau financier? Il s'agirait d'un facilitateur à la réinsertion.

Il serait aussi peut-être temps que l'éthique puisse se renforcer à l'encontre de la rentabilité économique poursuivie jusqu'à présent.

En Belgique, nous nous rendons compte assez facilement que la politique égalitaire n'est certainement pas encore un cheval de bataille mais cependant, il serait grand temps que la femme puisse être considérée comme un être humain et plus comme un objet de vente sexuelle! Surtout à l'heure des droits de l'homme!

Certes, pour faire évoluer les mentalités, il faudra du temps mais alors peut-être devrions-nous utiliser une méthode forte pour pousser le «politique» à réagir. En effet, la situation de certaines femmes devient insupportable et il est plus que temps de s'en préoccuper!

Le fait de pénaliser le client doit être considéré comme un élément supplémentaire dans l'optique de réduire la prostitution tout en ne négligeant pas les efforts sociaux plus larges qui doivent être entrepris.

À ce propos, il serait intéressant que différents ministères tels que celui de la Santé publique ou encore celui de l'Intégration sociale se penchent sur les questions relatives à la prostitution.

En effet, la prostitution n'est pas un phénomène social désirable. On devrait donc considérer qu'il n'est pas raisonnable de punir la personne qui vend le service sexuel, puisque considérée comme victime, mais bien de punir «l'acheteur» qui considère la femme comme un objet de vente sexuelle.

Dans une société où l'on voudrait tendre vers une politique égalitaire, il reste encore beaucoup de travail à réaliser.

maatschappelijk probleem. Naast repressie is er dus ook nood aan een algemeen beleid.

Een zwakte van het systeem is dat het gedeelte reïntegratie in Zweden slechts gering is uitgebouwd. Onze lokale gesprekspartners betreunden dit. Dit heeft ons ertoe geleid om naast het gedeelte repressie meteen ook belang te hechten aan de reïntegratie.

Op fiscaal vlak blijven nog veel vragen onbeantwoord (belasting, mogelijkheden om persoonlijke schulden kwijt te schelden, ...)!

In Zweden bestaat er een wet die de kwijtschelding van schulden van de prostituee mogelijk maakt onder bepaalde voorwaarden. Een van de paragrafen gaat expliciet over de situatie van prostituees die zich willen reïntegreren. Momenteel staan wij hiermee in België nergens.

Hoe kan een prostituee zich redden als zij niet een minimum aan oplossingen krijgt aangereikt op het financiële vlak? Haar reïntegratie zou vergemakkelijkt worden.

Het wordt wellicht tijd dat de ethiek de overhand krijgt op de tot nu toe nagestreefde economische rentabiliteit.

In België beseffen wij goed genoeg dat het gelijkheidsbeleid nog geen absolute prioriteit is; het wordt echter hoog tijd dat de vrouw beschouwd wordt als een menselijk wezen en niet als seksuele handelswaar! Zeker in het kader van de mensenrechten!

Het vraagt uiteraard tijd om de mentaliteit te veranderen, maar misschien moeten we dan ook naar harde middelen grijpen om het beleid tot een reactie te dwingen. De toestand van sommige vrouwen wordt ondraaglijk en het is hoog tijd dat er aandacht aan wordt besteed!

Het bestraffen van de klant is een bijkomend element om prostitutie in te dijken zonder dat uit het oog mag worden verloren dat er ook bredere sociale inspanningen nodig zijn.

Het zou nuttig zijn dat verschillende ministeries, zoals het ministerie van Volksgezondheid of het ministerie van Maatschappelijke Integratie, zich over de aan prostitutie gerelateerde problemen buigen.

Prostitutie is een ongewenst maatschappelijk fenomeen. We moeten ervan uitgaan dat het niet redelijk is de persoon die de seksuele dienst verkoopt te bestraffen, aangezien zij beschouwd wordt als slachtoffer, maar dat «de koper» bestraft moet worden die de vrouw als seksuele handelswaar beschouwt.

In een maatschappij die streeft naar een gelijkheidsbeleid blijft er nog veel werk aan de winkel.

Commentaire du dispositif

L'article que nous proposons vise à pénaliser le client, c'est-à-dire à punir toute personne qui aura obtenu des relations sexuelles en échange d'un paiement. Il sera puni par une amende ou un emprisonnement jusqu'à 6 mois.

C'est tout l'aspect dissuasif de la loi que l'on veut tenter de mettre en avant.

Anne-Marie LIZIN.

*
* *

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

Un article 380^{quater}, rédigé comme suit, est inséré dans le Code pénal :

«Art. 380^{quater}. — Quiconque aura obtenu des relations sexuelles en échange d'un paiement sera puni pour «achat de services sexuels» d'une amende ou d'un emprisonnement de 6 mois au plus.»

23 juillet 2003.

Anne-Marie LIZIN.

Artikelsgewijze toelichting

Het artikel dat wij voorstellen, strekt ertoe de klant te bestraffen, dat wil zeggen iedere persoon die betaald heeft voor seksuele betrekkingen. Hij wordt gestraft met een geldboete of met gevangenisstraf tot zes maanden.

Wij wensen het ontradend effect van de wet te benadrukken.

*
* *

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

In het Strafwetboek wordt een artikel 380^{quater} ingevoegd, luidende :

«Art. 380^{quater}. — Eenieder die betaald heeft voor seksuele betrekkingen wordt gestraft voor «het betalen voor seksuele dienstverlening» met geldboete of met gevangenisstraf van ten hoogste zes maanden.»

23 juli 2003.